

REDUCTION DE LA POLITIQUE A LA LUTTE POUR LA CONSERVATION DU POUVOIR. ENJEUX ET DEFIS D'UNE ALTERNANCE BACLEE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.

^{1*}Clément LILUNGU ENONI, ¹Claude AGUMA MALUMALU

¹ Assistant et Enseignant-chercheur à l'Université de Libre de Kisangani dans le domaine de Science Politique, Sociologie politique, politique comparée et Administration.

¹ Assistant et Enseignant-Chercheur à L'Université Libre de Kisangani dans le domaine de Droit privé et Judiciaire.

Corresponding Author :

To Cite This Article : ENONI, C. L., & MALUMALU, C. A. (2024). REDUCTION DE LA POLITIQUE A LA LUTTE POUR LA CONSERVATION DU POUVOIR. ENJEUX ET DEFIS D'UNE ALTERNANCE BACLEE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO. *Journal of Advance Research in Social Science and Humanities* (ISSN 2208-2387), 10(7), 1-10. <https://doi.org/10.61841/3d5sw883>

RESUME

La perception de la politique a connu plusieurs tendances de signification. Très souvent, suite à l'idée que l'univers politique l'incarne : un univers parsemé essentiellement par des luttes perpétuelles, des assassinats, des courses effrénées au pouvoir qui font vider dans une première vue le vrai sens du terme et prête à confusion des nombreux étudiants et intéressés de la chose, qui l'assimilent soit à la démagogie, soit au sens péjoratif du terme, voir lui coller un jugement de valeur dans une certaine mesure.

Face à cette réalité, tout devient mystérieux lorsqu'on aborde la question, car la surinterprétation d'usage ne permet pas de comprendre l'essence même du terme lorsqu'il est employé par les communs des mortels et même par d'autres savants hors domaine.

Cette manière de penser, est additive à celle des interprétations qui ont entouré le fameux recueil de Nicolas Machiavel lorsqu'il émet les principes sacro-saints de gestion et de conservation du pouvoir, dans son ouvrage *Le prince*. Sans tout comprendre, les gens partent du particulier pour généraliser, et ressortir des lois qui deviennent des références à chaque fois qu'on parle de la politique.

Ainsi, ce texte vient non seulement à éclaircir l'opinion sur le sens du terme politique, l'évolution de ses conceptions, mais aussi à en donner les conséquences qui découlent lorsqu'il est compris de façon péjorative et politicienne. L'alternance politique de 2018 en République Démocratique du Congo, en est une illustration, lorsque, pour des raisons égoïstes, l'ancien régime Kabila veut à tout prix s'accrocher au pouvoir par tous les moyens, donnant ainsi une image selon laquelle, toute vie politique conduirait à la conservation le plus longtemps possible du pouvoir au lieu et place de mise en œuvre des politiques publiques qui est aussi l'un des piliers d'une bonne gouvernance.

MOTS CLEFS: Politique, alternance, conservation du pouvoir.

SUMMARY

The perception of politics has experienced several trends of meaning. Very often, following the idea that the political universe embodies it: a universe dotted essentially with perpetual struggles, assassinations, frantic races for power which at first sight obscure the true meaning of the term and lead to confusion of the many students and interested parties of the thing, who assimilate it either to demagoguery, or to the pejorative sense of the term, or even attach a value judgment to it to a certain extent.

Faced with this reality, everything becomes mysterious when we approach the question, because the overinterpretation of use does not allow us to understand the very essence of the term when it is used by ordinary mortals and even by other scholars outside of it. domain.

This way of thinking is additive to that of the interpretations which surrounded the famous collection of Nicolas Machiavelli when he expressed the sacrosanct principles of management and conservation of power, in his work *The*

Prince. Without understanding everything, people start from the particular to generalize, and bring out laws which become references every time we talk about politics.

Thus, this text not only clarifies opinion on the meaning of the term politics, the evolution of its conceptions, but also gives the consequences that result when it is understood in a pejorative and political way. The political alternation of 2018 in the Democratic Republic of Congo is an illustration of this, when, for selfish reasons, the former Kabila regime wants to cling to power by all means, thus giving an image according to which, all political life would lead to the conservation of power for as long as possible at the place of implementation of public policies which is also one of the pillars of good governance.

KEY WORDS: Politics, alternation, conservation of power.

INTRODUCTION

La polysémie du concept politique lui a valu des confusions dans l'appréhension du terme par les communs de mortels, les praticiens de la politique politicienne ainsi qu'aux spécialistes autour des débats axés sur les conceptions épistémologiques de la science politique¹.

En effet, plusieurs sens ressortent d'emblée lorsqu'on veut parler de : (le politique, la politique, une politique) selon qu'on utilise l'acception française comme anglaise (policy, politics, polity), visant à accentuer une connotation purement particulière dans le raisonnement de celui qui l'emploie ou l'étudie². L'opinion publique quant à elle, ne tarde pas par un jugement de valeur de qualifier ou disqualifier une action politique bonne ou mauvaise si et seulement si, celle-ci rencontre ou pas l'assentiment général de la population, tout en mobilisant un usage approuvé ou désapprouvé bien sûr, du fameux terme.

Loin de revenir à son origine, à son évolution et mutation dans le temps, la science politique se trouve divisée entre deux conceptions diamétralement opposées qui s'affrontent autour de l'objet d'étude³. Par-là, nous pouvons citer la conception minimaliste (qui soutient la thèse selon laquelle la science politique est la science de l'Etat), la statologie selon l'expression de Bigne de Villeneuve, et la conception maximaliste (qui pense que la science politique est la science du pouvoir), la cratologie soutenue par les auteurs tels que : R.Dahl, M.Duverger, G. Burdeau, et R. Aron⁴.

Malgré, les forces et faiblesses, les prises de position de chacune des conceptions, la science politique moderne admet l'étude de pouvoir comme l'objet principal, ce qui laisse à entendre que tout tourne autour de pouvoir dans n'importe laquelle société ou organisation au monde, y compris au sein même de cadre étatique⁵. Certes, d'aucuns n'ignorent les avantages que cette conception (cratologique) offre à la science politique, vue sa portée extensive de l'étude du pouvoir, non seulement au sein de l'Etat, mais aussi au sein des divers groupes sociaux. Cependant, nombreux sont ceux qui en font défaut d'usage et négligent les autres aspects substantiels de ce phénomène (pouvoir) lorsqu'on veut l'user dans une société qui ne connaît non seulement le problème d'ordre politique ou du commandement, mais aussi celui d'ordre social et économique tout en privilégiant à la fois (les meilleures conditions de vies, la bonne santé, la création des richesses, la croissance économique et le développement économique). C'est pour cette fin que les analystes qui prônent sur le déterminisme économique sont d'avis que l'infrastructure prime sur la superstructure, nonobstant les thèses contraires qui départagent les politologues des économistes quant à ce.

Nous sommes en RDC, où tout tourne autour de la conservation du pouvoir depuis l'exceptionnelle transition 1+4 (une forme unique à la congolaise que le monde n'ait jamais connu), qui a valu les premières élections jugées généralement démocratiques jusqu'à l'heure où les enjeux devenaient de plus en plus délicats quant à ce qui concerne l'organisation des élections depuis la fin mandat du régime Kabila en 2016.

Par ailleurs, l'on dira assez, s'il faudrait parler seulement du leadership triomphant à connotation autoritaire du régime qui a substitué la bonne gestion de la cité par la perpétuation des meurtres, assassinats, violences, crises de tout genre : économique, sociale, et politique, et nul ne se pose cette question si le peuple n'a été créé que pour être dirigé et non pour être servi, subir des oppressions et ne pas jouir de ses droits et libertés en retour, élire les dirigeants qui n'accomplissent finalement pas leurs programmes politiques?

¹ Cette question se soulève, lorsque la Science politique française cherchait à s'imposer comme une discipline autonome. Nombre des politologues la faisaient pression de construire son objet d'étude.

² Nous y reviendrons.

³ La quête des origines de la Science politique est illusoire. La science politique n'a pas de date de naissance. La production de savoirs sur la politique est aussi ancienne que la politique elle-même. En revanche, l'autonomisation d'une discipline académique spécialisée est un processus relativement récent. Faire remonter la naissance de la science politique à la Grèce antique avec Aristote et Platon, ou même aux lumières avec Montesquieu et Rousseau ou encore au milieu de XIX siècle avec Alexis de Tocqueville, s'apparente à une recherche des origines vaines.

⁴ La tendance actuellement imposante rapporte la science politique à la connaissance de pouvoir. Parce que dit-elle, l'Etat n'est qu'une modalité parmi tant d'autres de l'exercice du pouvoir au sein d'une société.

⁵ A propos de champ d'étude de la science politique et le débat qu'y se crée, entre les deux conceptions extrêmes, maximaliste et minimaliste, il existe une posture intermédiaire, constructiviste qui consiste à dire que tout n'est pas politique, mais que tout peut le devenir, que le politique peut potentiellement se retrouver n'importe où, et qu'est politique ce que les gens considèrent à un moment donné, dans une société donnée, comme politique.

En effet, conserver le plus longtemps possible son pouvoir, est une pensée célèbre inspirée du savant et empruntée par plusieurs autoritaires dans leur démarche machiavélique, Cependant le gérer relativement selon les procédés démocratiques et constitutionnels, en faisant profiter aussi bien les membres de la communauté dans la jouissance et satisfaction de l'intérêt collectif, peut être la meilleure des choses que chaque dirigeant devrait rechercher à promouvoir, pour le bien-être de tous. Aujourd'hui les congolais se plaignent et se lamentent c'est parce qu'une poignée des hommes veulent satisfaire leur ego, en mettant en avant toute sorte des manœuvres pour bloquer le changement longtemps attendu depuis l'année 2016, en empêchant le nouveau régime de jouir pleinement de ses privilèges dans la gestion de la chose publique. La vie sociale de la population, le chômage, de milliers d'intellectuels congolais ne tracassent nullement personne, l'insécurité à l'Est est à décrier au jour le jour il y a augmentation de nombre des morts dans ces zones vaccinées d'insécurité. Actuellement, l'analyse politique moderne ramène la plupart des recherches en science politique à l'analyse justement des méthodes et tactiques de conquête et conservation du pouvoir, tout en oubliant traditionnellement son caractère d'organisation de la cité, de gestion de la chose publique et de la bonne gouvernance qui prône par-dessus tout, la promotion du bien être des membres de la communauté. C'est la démarche critique qui se développe tout au long de ce papier, elle prend en compte l'enjeu de l'intransmissibilité du pouvoir, bien compris ici par le refus stratégique du président sortant Joseph Kabila à s'effacer complètement dans la gestion de la RDC après la fameuse alternance jugée à ses capacités symbolique et partenarial, les défis d'un nouveau système à s'autonomiser et à se démarquer de l'ancien, et la critique de l'usage péjoratif du concept politique répandu dans ses finalités : conquête, conservation dans un contexte de gestion de la chose publique.

REGARD POLYSEMIQUE DU CONCEPT POLITIQUE

A l'origine, l'adjectif « politique » dérive du grec politikos et voudrait signifier ce qui a rapport à la « polis » la cité, en d'autres termes à l'Etat qui incarne le pouvoir suprême dans une communauté humaine donnée. Les variations auxquelles s'attache cet adjectif sont pléthores selon que l'on utilise aussi bien dans une conception courante ou savante, et dans une connotation positive ou négative. En science politique contemporaine, (le politique, la politique, une politique ou encore les politiques), ne signifient pas toujours les mêmes choses et ne se réduisent pas absolument tous à l'exercice du pouvoir politique.

LE POLITIQUE

Ce terme a trait à la notion de « polity » en anglais et désigne l'ensemble des acteurs et des institutions formant l'Etat. Le politique assure l'ordre social et définit par sa capacité régulatrice les finalités supérieures de la communauté globale via ses institutions mécanismes⁶. Cette notion a l'avantage de distinguer ceux qui prennent des décisions de ceux qui les subissent ou en profitent, elle accorde des privilèges exorbitants aux représentants (acteurs) censés guider la cité qu'aux simples citoyens (spectateurs) qui en bénéficient, parfois participent selon le régime.

Cette noble conception rejoint celle d'Aristote lorsqu'il définit la politique comme l'art du commandement social, l'activité pacificatrice permettant à une société de s'ordonner à un but unique promouvant à la fois un vivre ensemble au nom de l'intérêt général⁷. Et ce but ultime ne peut être atteint que par la mobilisation des stratégies des acteurs à réaliser leurs programmes définis bien en avance pour le bien-être de ses citoyens. La connotation péjorative qui s'attache à cette notion (Polity), est celle qui divise la société en clivages et l'expose à tous les âges dans une lutte perpétuelle de classes, très souvent si les acteurs se substituent en des oppresseurs et dictateurs du peuple, amplifiant ainsi la réalité observée par Robert Michels à son époque lorsqu'il parle de la « loi d'airain de l'oligarchie », une tendance qui n'échappe à aucun système politique au monde, consistant aux chefs (acteurs) à se perpétuer et surtout à renforcer constamment leur pouvoir sur les masses au fur et à mesure que la structure sociale devient de plus en plus complexe⁸.

LA POLITIQUE

La politique correspond à la notion de « politics » en anglais et renvoie à un ensemble des activités politiques, la lutte politique, la mobilisation des acteurs, la compétition et conflits entre acteurs individuels ou collectifs pour la détention et le contrôle du pouvoir politique ainsi que les rapports qu'ils entretiennent entre eux et les résultats que leurs interactions produisent. Au sens plus large du terme, la notion vise l'action d'un élu, d'un chef d'Etat ou d'un chef de file de parti de

⁶Ce terme « polity » est différent de « political man » ou « politician » en anglais qui désigne un « homme ou femme politique », un politicien, un politique. Cette expression donne l'idée d'un type particulier d'acteur politique, un professionnel de la politique. En français, dans le langage courant, ce terme est souvent connoté négativement quand on retrouve ce sens-là dans des expressions familières comme « ça c'est un vrai politique » « tu pourrais bien faire de la politique » pour être capable d'avoir des idées ou des comportements pareils.

⁷De façon générale, Aristote dans sa recherche du meilleur gouvernement, est favorable à un gouvernement équilibré dirigé par une classe moyenne rejetant l'égoïsme des riches et l'agitation irresponsable des pauvres. Ce régime pourrait ainsi protéger en même temps les riches de la spoliation et les pauvres de l'oppression, cela lui permettrait d'atteindre la finalité de tout pouvoir : durer le plus longtemps, parce qu'accepté par le plus grand nombre.

⁸Michels en étudiant les partis politiques allemands, considère que la tendance à l'oligarchie est un processus commun à toute organisation. Plus l'organisation est importante, plus la spécialisation des tâches est nécessaire, donc, plus la distinction entre les dirigeants et la masse est indispensable. Il en déduit « La loi d'airain de l'oligarchie.

l'opposition, elle couvre également l'activité d'un représentant syndical ou d'un parti politique. Cette notion influe par ailleurs, une connotation négative de la politique, en l'appréhendant dans ses mauvais côtés et en ses aspects jugés négatifs d'un point de vue d'éthique. Dans ce cas, la politique renvoie de façon limitative ou caricaturale à des pratiques ignobles telles que : les compromissions, les petits arrangements entre acteurs, le favoritisme, la politisation de l'Administration publique, aux nominations politiques, manœuvres frauduleuses pour accéder au pouvoir, au coup bas, à la violation de la constitution, à la corruption des mandataires ou fonctionnaires, au dol... Il serait fort probable que c'est ce sens péjoratif et axiologiquement très chargé de la politique que les communs de mortels ont intériorisé le plus souvent à l'esprit lorsqu'ils sont prêt à émettre leur opinion sur leur intérêt pour la politique, leur confiance en la politique ou l'importance qu'ils reconnaissent à la politique dans la société.

UNE POLITIQUE, LES POLITIQUES

Une politique au singulier équivaut à la notion de « policy » en anglais, pour désigner généralement une ligne de conduite ou un programme plus au moins intégré d'actions guidées par des principes et objectifs. Il peut s'agir aussi d'un ensemble d'actions (et inactions) ou des décisions prises par un acteur individuel ou collectif⁹. Par exemple, dans le langage courant l'on parle de politique de gouvernement, politique du parti, politique étrangère, pour renvoyer alors à l'ensemble de l'action publique qui est produite dans un secteur particulier ou un domaine spécifique d'intervention des pouvoirs publics. Les deux grandes connotations négatives qu'on peut attribuer à cette notion sont celles : -de la personnalisation et récupération des actions publiques par les acteurs et -la forte capacité symbolique que revêtent ces actions. Il est difficile premièrement de distinguer les moyens et les fonds avec lesquels on réalise une action publique, (par les fonds personnels ou ceux de l'Etat).

La confusion entretenue là-dessus est l'intention qu'ont certains acteurs publics de ne pas justifier le destinataire d'une action publique. Deuxièmement, il devient encore plus complexe lorsqu'il s'agit de nommer certains ouvrages édités par les acteurs publics soit c'est l'œuvre de gouvernement, soit c'est un don de l'individu offert à la population¹⁰. Cette difficulté et complexité caractérisent maintes des actions publiques menées en Afrique où tout se fait de manière intentionnelle pour attirer les regards et obtenir la confiance des autres. On n'est pas loyal à ce niveau de déterminer l'intervention qui émane de l'Etat avec ses ressources propres, ou de l'individu pour ses finalités privées¹¹. Ensuite, beaucoup d'actions publiques sont calquées du symbolisme et d'images. Justement, pour une cérémonie de pose de pierre en vue de lancer un ouvrage quelconque, on en fait beaucoup de bruit et l'on en consacre une large médiatisation, pour finalement ne pas accomplir ce qu'on n'a pas promis, (promesses fallacieuses)¹².

CRITIQUE A LA CONCEPTION MAXIMALISTE

Contrairement aux théories apprises, la conception maximaliste de la science politique ne veut être réductible, elle a une visée extensive, globale lorsqu'elle universalise le phénomène pouvoir qui peut se retrouver partout. Outre les intérêts et avantages adressés à cette conception, il y a des vives critiques que l'on peut formuler aux penseurs de cette conception, notamment : « *la Réduction de la politique à la lutte pour le pouvoir* ». Apparemment, la démarche serait inutile si on se met seulement à critiquer une chose sans en avoir dégagé la motivation et décrier le glissement qui l'entoure et le corrompt. Attaquer cet objet principal de la science politique, ne veut le déconstruire, par conséquent, l'on veut démystifier toute illusion qui semble être dépassée lorsqu'on aborde le phénomène pouvoir dans toute sa rigueur et complexité.

A titre de rappel, la politique et certains termes corollaires, ne sont pas aisés à définir dès la première vue. Chacun dans sa manière peut la définir selon ce qu'elle pense, voit, vit, carrément selon son opinion. Et le caractère analytique que nous attribuons à ce sujet, vise ce sens souvent péjoratif que beaucoup de penseurs initiés ou non-initiés rattachent à ce qui est politique. -l'imprécision du terme pouvoir, est l'une des critiques majeures qui suscite des discussions en Science politique. Le pouvoir étant à la fois un phénomène naturel, de force, de croyance et d'influence ou d'injonction, laisse en suspens le sens ou le caractère doctrinaire qui intéresse véritablement la science politique.

⁹Selon la pensée de Dye (1984) qui considérait pour sa part dans les années 1980 que les politiques publiques consistaient en ce que les gouvernants décident de faire ou de ne pas faire.

¹⁰Cette pratique est vraiment déplorable dans certaines circonstances lorsqu'il apparait que l'Etat fait un don à l'Etat. On assiste à des moments où l'intervention publique dans un domaine quelconque, devient un don pour un autre acteur public (de Gouvernement Central-au gouvernement provincial, de Gouvernement provincial à l'Administration locale).

¹¹Car il y a des acteurs publics qui volent l'Etat pour servir l'Etat, en utilisant les fonds publics pour battre sa propagande politique personnelle.

¹²Kent Weaver distingue selon la logique électorale, 3types des politiques publiques la « *Good Policy* » de « *CreditClaiming* » et de la « *BlameAvoidance* ». Pour le premier, les acteurs mènent des actions parce qu'elles sont bonnes et nécessaire sans se préoccuper des motivations électorales. Pour le deuxième, les acteurs recherchent des gains électoraux en mettant en œuvre une action publique. Pour le troisième, les acteurs évitent les sanctions électorales en menant les actions publiques.

Un phénomène naturel : le besoin de l'ordre dans toute société est évident et naturel dès lors que les gens se sentent en insécurité et qu'en l'absence d'un pouvoir, le désordre serait total et préjudicierait chacun. La théorie explicative à ce sujet, est celle du contrat social développé par (Thomas Hobbes, John Locke...)

Un phénomène de force : la manifestation la plus criante d'un pouvoir politique est le recours à la force, une fois qu'il est menacé ou désobéit. C'est le seul critère qui peut différencier le pouvoir politique des autres pouvoirs. Max Weber esquisse une alternative rationnelle en énonçant que l'autorité politique dispose du « monopole de la coercition » légitime sur l'ensemble du territoire et non à l'endroit d'une ou plusieurs collectivités particulières tout en agrégeant pacifiquement la constellation des intérêts s'affrontant sur ce même territoire.

Un phénomène de croyance : Depuis un temps dans l'histoire, la monarchie s'est imposée comme forme de gouvernement où les populations intériorisent la croyance selon laquelle le gouvernement du roi est conforme à la loi divine parce qu'il tient de Dieu le droit de gouverner. (La monarchie de droit divin de Jacques Bossuet en est illustration explicative). Le pouvoir peut signifier aussi un phénomène d'injonction ou d'influence. Il y a injonction lorsque l'inexécution du comportement prescrit, entraîne l'affliction d'un dommage malgré la résistance éventuelle de l'intéressé. Le pouvoir d'influence désigne la séduction qui suppose, chez l'assujetti, la perception subjective d'un avantage positif à subir l'influence.

La thèse cratologique paraît exagérément extensive quant à son application dans la vie sociale lorsqu'elle suggère que tout est politique (pouvoir du patron dans l'entreprise, du chef religieux dans son église, de l'enseignant dans sa salle de classe, du mari envers sa femme, des parents dans la famille...), elle manque la spécificité du politique et croise les objets traditionnels de la sociologie générale, de la famille etc. La science politique devrait répertorier les centres de pouvoir liés directement ou indirectement à l'accomplissement des fonctions étatiques, pour marquer sa différence à d'autres notions relatives au pouvoir qui ne la concernent pas obligatoirement.

De ce qui précède, la conception maximaliste réduit la politique à la lutte pour le pouvoir. Elle donne en effet, l'impression péjorative selon laquelle tous les rapports politiques ne peuvent conduire qu'à la lutte pour le pouvoir, ce qui n'est pas absolument exact car la politique implique plus qu'une course effrénée pour la conquête du pouvoir. La politique peut être utilisée dans son sens laudatif pour désigner la gouvernance de la cité, c'est-à-dire l'exercice de l'autorité politique, administrative, et économique en vue de la promotion du bien être des membres de la communauté. Cette dimension des choses, échappe beaucoup aux hommes du pouvoir qui ne recherchent pas toujours les intérêts de son peuple. Le pouvoir devient un capital à manager pour assouvir son plein égoïsme. On n'accède pas au pouvoir pour réaliser ses programmes politiques mais pour renforcer les tactiques et stratégies à y rester le plus longtemps possible. Les élections, le seul moyen démocratique connu pour l'alternance ne favorisent pas très souvent tout candidat à la course d'accéder au pouvoir, quand bien même que ceux qui les organisent, ne le font pas pour les perdre. Les sacrifices et les mythes de tout genre entourent le pouvoir, ce qui serait une bonne chose conférant ainsi le caractère sacré du pouvoir. Mais au-delà, les jeux politiques devraient aussi se passer dans le respect des principes pour éviter toute tendance à profaner la scientificité de la politique en la réduisant à des tactiques politiciennes vendant péjorativement le sens du mot politique comme gestion de la chose publique.

En Afrique, les exemples sont multiples là où la politique devient le lieu de théâtre revêtant sa dimension ludique qui finalement la réduit à des jeux stériles, à des bavardages artificiels, des ambitions effrénées etc. C'est dans la région que les débats autour des révisions constitutionnelles persistent. L'ambition à un troisième mandat ne reste plus une crainte pour l'homme politique, mais plutôt une pratique à jour pour faciliter ce dernier à rester longtemps au pouvoir. La RD Congo est l'un des pays qui connaît aussi ce problème de l'alternance authentique et de la confiscation de l'espace politique par une oligarchie qui veut se perpétuer afin d'enraciner sa survie dans l'espace et dans le temps. Malheureusement, ce sentiment démesuré à s'accrocher au pouvoir ne correspond pas à l'assentiment de la population victime des maux et des effets néfastes de ce pouvoir, qui ne tient pas compte de la situation sociale des individus. On veut rester au pouvoir, pendant que l'insécurité menace certaines régions du pays, la crise économique ne cesse de se révéler galopante, et le pouvoir est incapable de résoudre ces inquiétudes, illégitimement par contre, il se pérennise. Ce néopatrimonialisme adopté par plusieurs chefs d'Etats même dans l'heure de démocratisation nous fait survivre le caractère autoritaire vécu dans le passé qui consistait en l'appropriation de la chose publique comme un fait privé. Cette envie incontrôlée et égoïste de gérer le pouvoir laisse à croire que le seul mécanisme pour un homme politique de marquer son histoire est de s'accrocher au pouvoir le plus longtemps possible quand bien même il est incapable d'améliorer les conditions de vie de sa population, de booster le développement.

KABILA ET SES STRATEGIES CONSERVATRICES DU POUVOIR

Le cas typique de la RDC n'est plus à démontrer à l'instar d'autres pays dans la région, victimes d'une poussée autoritaire. Nous sommes le 19 Septembre 2016, date à laquelle la convocation du corps électoral devrait se faire pour au moins marquer dans l'histoire, le seul instant que la RDC soit parvenu à l'alternance démocratique par une passation pacifique

de pouvoir¹³. L'opinion tant nationale qu'Internationale s'attendait à assister à une surprise rocambolesque de la part du régime si consciencieusement ou pas il laisserait le pouvoir. Utopie vécue, le jour même le pouvoir s'est avéré encore cruel par la répression dans le sang des civils à Kinshasa particulièrement, et dans d'autres provinces qui ont eu aussi à manifester. Bien avant cela, le pouvoir avait déjà mobilisé toutes les stratégies, qui restaient toute fois combattues, mais efficaces et révélatrices de son ambition de ne pas quitter le fauteuil présidentiel.

La mobilisation de son intellectualisme à sortir un livre évocateur « *Révision constitutionnelle ou inanition de la nation* » présumait le souci d'Evariste BOSHAB, cadre du parti de son état à traduire les idées de Président Joseph Kabila à la nécessité de gérer la RDC, malgré les limitations constitutionnelles. La convocation des concertations nationales autre fois, révélait la finalité de lever l'option de la révision constitutionnelle surtout celle de l'article 220. Contredit dans ses entreprises, la majorité a du substituer les motifs de convocation aux préalables électoraux¹⁴. En Janvier 2011, pour des raisons intentionnelles et politiciennes, le président Joseph Kabila a fait faire passer l'élection du président de la République de deux tours à un seul prophétiquement pour empêcher l'opposition à des éventuelles coalitions lors du deuxième tour.

Outre ces manœuvres, la thèse de glissement avançait l'idée selon laquelle de construire des contraintes considérées comme préalables au renouvellement des institutions politiques et dont la matérialisation serait soit impossible, soit de nature à impacter négativement sur le respect des délais constitutionnels. En même temps, plusieurs interprétations erronées ne cessaient d'attaquer la constitution en son article 70 privilégiant le prolongement du Président de la République. Une autre tentative soutenue était celle de la transition, cette fois appuyée même par une frange de l'opposition pro-dialogue national, avec comme effet de faire table rase des institutions constitutionnelles pour des nouvelles ; ouvrant ainsi la voie à une quatrième république avec l'idée de revoir le Président Joseph Kabila se représenter à la course politique. Idée réfutée, elle sera alors substituée par la stratégie du retrait qui consisterait pour le président Kabila à respecter la constitution, Cependant à proposer néanmoins un dauphin accommodant pouvant bien continuer l'idée de l'école quand bien même le Président Kabila sera exclu, c'est ce qui avait justifié tardivement le choix d'Emanuel Ramazani après pressions et injonctions.

Sans pour autant évoquer toutes les stratégies (stratégies factuelles, officielles ou non officielles, médiatisées ou non médiatisées), on s'aperçoit que le pouvoir Kabila ne vivait que pour sa conservation le plus longtemps possible. Malgré son bilan mitigé depuis 2011 qu'il était au pouvoir, les efforts ne s'étaient concentrés qu'à calculer comment pourrait-on se passer outre mesure en vue de régner. En optant pour une analyse comparative, de ses actions publiques aux stratégies de conquête, il ressort que les moyens, le temps, la réflexion s'étaient bien plus consacrés à la gestion de pouvoir qu'à celle de la société globale pour remédier à ses plaintes. Les violences de la rue à Kinshasa, l'insécurité dans certaines régions du territoire national, la crise galopante qui maintient le pays dans le chaos, n'étaient pas aussi minutieusement étudiées pour trouver des repères de solutions que les stratagèmes toujours en laboratoire pour chercher comment conserver le fauteuil présidentiel. L'organisation des élections de décembre 2018 n'ont donné l'espoir d'une alternance probable. Avec la coalition FCC et CACH, les conditions sont bien réunies pour perpétuer la race Kabiliste au sommet de l'Etat. L'imposition de la machine à voter entre rejet-soutien n'était que l'une des meilleures de tactiques de haute portée pour prendre au cou l'opposition politique et la société civile, vues leurs manifestations incessantes réclamant la tenue des élections en décembre 2018¹⁵.

Opérant sous un systémisme conditionnel, permettant ainsi les entrées et les sorties, le régime Kabila jouait avec les esprits de beaucoup des opposants en acceptant les réactions ou soutiens des uns et des autres sans pour autant leur accorder tous les moyens de provoquer le changement ou embrouiller ses calculs, tout est accepté mais sous condition. C'est l'un des facteurs qui tire à la longue les véritables retombés de l'alternance tant attendue en RDC. En Afrique en général, en RDC en particulier, il y en a pas nombre d'exemples qui inspirent les changements politiques apaisés ou pacifiques. L'idée de l'intransmissibilité du pouvoir est d'actualité en Afrique. L'exemple de président algérien Bouteflika, laissait à lire et à comprendre si lui malade de son état (Président caricaturé, fantôme, selon les plaintes de la population algérienne) continuait à briguer jusqu'à son cinquième mandat, à combien forte raison jugera-t-on le jeune Président Joseph Kabila qui a encore en quantité l'eau et le sang pour gérer la RDC jusqu'à la fin de sa vie ? Propos humoristes suscitant une analyse banale cependant, profonde et considérable en termes des indicateurs de cette envie éternelle que revêt la Kabilie.

LES ELECTIONS DE DECEMBRE 2018 : UN ESPOIR POUR LE PEUPLE CONGOLAIS ?

La majorité du peuple congolais s'était décidé de provoquer le changement par la voie des urnes. La démocratie électorale confère au peuple un pouvoir exceptionnel celui de sanctionner toute personne qui se méconduit dans la gestion de la res

¹³Lire sur www.radiookapi.net: Violences à Kinshasa : l'Udps un bilan d'environ 100 morts.

¹⁴Officiellement, ce forum était prévu pour s'atteler à cinq grands thèmes : la gouvernance et la réforme des institutions, l'économie, le désarmement et la démobilisation des groupes armés, les conflits communautaires, la paix et la réconciliation, la décentralisation et le renforcement de l'autorité de l'Etat.

¹⁵AmuriMisako, *Machine à voter en RDC, Sésame irréversible du régime en place ?* (quelques scenarii réalistes d'une alternance improbable. Réflexion du 28 Juin 2018.

publica. Malheureusement, cette expérience électorale n'aboutit pas à la remise en cause de ces anciens régimes qui du reste, sont eux-mêmes les organisateurs, les seuls décideurs lors de tout processus électoral. Le cas de la RDC fut très décevant à la lumière des réalités vécues pendant les élections passées qui semblent être les pires de toutes depuis celles de 2006 et 2011.

Les élections de 2018, furent un total espoir pour le peuple congolais, parce que tout se dessinait par les cartes de jeux qui changeaient au jour le jour, l'actualité politique laissait des signaux positifs de changement et de dynamité dans l'univers politique congolais. L'espoir est revenu lors de désignation officiel du prétendant dauphin de Kabila, Malgré que ce dernier ne soit légitime, Cependant ce dont la population avait besoin était d'apprendre que Kabila ne se représentera plus aux élections, vues ses tentatives révisionnistes de la constitution qui faisaient débat parmi les acteurs politiques congolais. Ce fut donc, un soulagement à la fois psychologique et symbolique à l'égard de la population, dont les attitudes évaluatives s'affichaient en faux contre un pouvoir autoritaire, mercantile qui atteignait son apogée, sans s'en rendre compte de tous les revirements possibles qui pourraient changer la donne.

L'autre espoir s'est installé à nouveau lors du choix du candidat unique de l'opposition. Ici, tout le monde pourrait être d'accord de l'éventuelle victoire de l'opposition aux élections pour le simple fait, que cette fois ci Kabila a été pris à la lettre, lui qui avait intentionnellement changé le système électoral en un seul tour pour éviter l'opposition à une éventuelle coalition au second, serait le perdant devant cette unanimité de l'opposition à soutenir une seule candidature aux élections. A malin, malin et demi, dit-on, le pouvoir Kabila n'a cessé de réfléchir sur les possibilités de conserver le plus longtemps possible au moyen même des voies machiavéliques, car on n'organise pas les élections pour les perdre. A retenir, avant la fin des années 1990, l'Afrique s'était inscrite dans une sorte de routinisation des processus électoraux, une routine qui a vu des nombreux pays combinés des élections régulières peu concurrentielles avec des pratiques autoritaires permettant au gouvernement en place de ne jamais faire face à une véritable concurrence politique¹⁶. Cette réalité n'échappe à la RDC qui a aussi connu une période plus au moins régulière de tenue des élections qui n'aboutissent pas à l'alternance démocratique depuis 2006 jusqu'au prolongement du mandat en 2018. Ce rite électoral laisse peu de chance à l'opposition de remporter la victoire. Les raisons sont simples et pléthores, Les présidents organisateurs ont des privilèges exorbitants sur d'autres pouvoirs (législatif, judiciaire). Ils manipulent les organes de gestion des élections, ils imposent le système de vote (le cas de la machine à voter pour la RDC), ils mettent des restrictions soupçonneuses pour minimiser les possibilités des opposants à jouir pleinement de leurs droits. Par-dessus-tout, ils ont l'idée de s'immortaliser au pouvoir, en créant des mécanismes soit pour eux-mêmes, soit pour leurs dauphins.

Contrairement aux espoirs évoqués ci-haut, les élections de 2018 ont été catastrophiques dès par ses stratégies de report, de dépouillement, compilation et de publication des résultats. Le peuple congolais a été une fois encore détourné en plein jour de son pouvoir, lui qui avait farouchement sanctionné l'ancien régime en choisissant pour l'opposition. Tout avait vertigineusement basculé, les nominations politiques ont prévalu au lieu et à la place de l'expression démocratique du souverain primaire. Donc, les stratégies kabilistes ont triomphé en second lieu, malgré les espoirs qui gagnaient les esprits.

LA STRATEGIE DU RETRAIT ET LE SOFT POWER DE KABILA

Les contraintes et la dynamité de l'univers politique de la période électorale lui ont fait réfléchir. Kabila se choisira pour un père, en vue de soutenir un fils. Vue les sanctions populaires subit par son régime, particulièrement son dauphin, qui a été malmené par la population entre rejet-soutien en payant les peaux cassées, kabila se décidera de négocier le pouvoir cette fois-ci avec l'opposition politique qui par mégarde a été aussi divisée en pleine mutation électorale pour raisons de divergences d'intérêt politique. Après une victoire éclatante de Martin FAYULU, le régime ne savait que faire au moment où dans son camp, l'espoir s'envolait et que les contraintes de l'alternance au sommet de l'Etat s'imposaient avec acuité, car le régime avait largement dépassé son mandat et ne pouvait plus continuer à gérer au-delà des prescrits de l'accord de Saint Sylvestre qui appelait à l'organisation des élections. Les stratégies de retrait de Kabila en sapant à pied la vérité des urnes pour se choisir et nommer Felix Thsilombo à la tête du pays, n'était pas étrange, car en donnant même ce pouvoir, tout est calculé dans les laboratoires les plus secrets, pour l'ancien régime de continuer à gérer et à s'ingérer dans la gestion des affaires publiques via les alliances contractées. Sans savoir ce qui arrivera réellement dans la suite, les enjeux de cette coalition sont nuisibles à l'intérêt collectif et très défavorisé pour l'autre camp (CACH) qui peine à s'autonomiser et à agir librement en tant qu'un pouvoir indépendant. La promesse du chef de l'Etat à déboulonner le système Kabila, n'a cessé d'éveiller les membres de FCC qui du reste, savent comment il l'est devenu et le rappellent chaque fois que les dissensions persistent entre les militants de l'UDPS et du PPRD. Aujourd'hui, tous les postes clefs au gouvernement, et à l'assemblée Nationale où se joue réellement la politique du pays, sont occupés et exercés par les membres du FCC, et nul ne sait dans cette situation rivale, lequel camp emportera sur l'autre, car la lutte que mène le FCC actuellement est de revenir aux affaires, que celle menée par le CACH qui cherche a priori à se légitimer et confisquer le pouvoir le plus longtemps possible. Dans tous ces calculs, l'intérêt du peuple est mis à coté, on ne travaille pas pour répondre aux questions essentielles de la société, le pouvoir comme capital politique n'aide que pour asseoir son égoïsme, étendre son hégémonie, assurer sa survie. C'est le pire du leadership politique, quand on ne se base qu'aux seules orientations

¹⁶F. Amuri Misako, Démocratisation en Afrique : trajectoires et tendances actuelles, Séminaire de science politique, (inédit) cours photocopié, en L1 Science politique, L'Université de Kisangani 2013-2014.

conquérir, conserver, sans tenir compte du peuple qui légitime le même pouvoir. Le régime Kabila qui a failli pendant 18ans sans des politiques publiques alternatives est le même qui travaille nuit et jour dans les ténèbres pour récupérer le bâton du commandement dans ce pays, ceci s'explique d'autant plus que la démocratie est battue en brèche par l'autoritarisme, et par le clientélisme favorisant les alliances de certains pouvoirs qui s'obtiennent par le système du réseautage.

FELIX TSISEKEDI : LES DEFIS D'UN POUVOIR AUTONOME.

'Le président Kabila n'est pas un ennemi, mais bien plus qu'un partenaire, le père de la démocratie'. C'est par ces mots qu'il introduisit son discours après sa nomination à la tête de la RDC comme Président de la République, tout en remerciant l'ancien président en portant son choix sur lui.

Jugé par sa versatilité en matière d'engagement et de retrait en politique, l'ancien opposant Félix Tshisekedi, accepta de négocier le pouvoir malgré son échec cuisant aux élections. Son engagement en coalition avec l'ancien régime a fini par faire découvrir, cette réalité négative répandue dans le chef de plusieurs de la politique, indiquant qu'en politique, on ne travaille que pour soi, pour son intérêt, et on ne court que pour le pouvoir. Aujourd'hui, cette opportunité diabolique, lui devint très pesante dans son parcours politique, pendant que les jours et mois passent sans qu'il se rende compte que, rien ne s'est réalisé concrètement pendant son règne. Le pouvoir Tshisekedi n'est pas autonome ; tout se décide par l'ancien régime. Pour lui, préserver les intérêts de la coalition est une garantie pour sa survie au pouvoir, que promouvoit les intérêts du peuple qui est victime de maux de la fameuse coalition. C'est fut un sésame pour l'ancien régime qui cherchait à tout prix de conserver son pouvoir sans le perdre. Pour y parvenir, le régime s'est arrangé pour diviser l'opposition en vue de mieux régner par l'illustration de cette fameuse tradition pratiquée par les systèmes gouvernementalistes au monde : l'un règne et l'autre gouverne. Il est évident que le pouvoir en place peine pour sa prise en charge en tant qu'un pouvoir indépendant, et fait face à beaucoup d'enjeux et défis qui doivent être pris en compte pour provoquer le changement que prône son propre camp, entre autres :

- **L'enjeu de légitimité** : les campagnes mobilisatrices successives de la coalition LAMUKA ces derniers mois passés, démontrent bel et bien cette vérité selon laquelle, le candidat malheureux Martin FAYULU n'a été non seulement le vainqueur, mais aussi légitime dans sa quête du pouvoir. Il pouvait drainer des foules, les convaincre, les stimuler à être vigilent face aux manipulations de prédateurs. La vérité des urnes étant détournée, par le contre-choix du peuple, ceci laisse un travail à faire pour le pouvoir en place à se faire accepter par cette foule qui n'a pas toujours d'âme, et qui peut oublier un tout petit peu l'histoire récente de ce pays. Tout le monde le sait, comment le Président Tshisekedi est arrivé au pouvoir, et cette crise de légitimité ne lui donne pas du crédit dans ses déclarations, décisions en tant que président de la République. Toutefois, il est contesté par ceux qui l'ont mis que par ceux qu'il dirige, qui le rappelle le même principe de parallélisme de formes que *"celui qui nomme, est celui qui révoque"* comme si il s'agissait d'une démocratie administrative¹⁷. Dans sa décision annulant les sénatoriales organisées par la CENI jusqu'à nouvel ordre, il a été interpellé quant à ce, car sa décision avait fait boomerang, lui rappelant que lui aussi a été élu par corruption. La légitimité, un enjeu majeur pour ce pouvoir à capitaliser pour faire asseoir sa confiance et faire respecter ses décisions. Cette légitimité doit passer par des actions concrètes en termes des politiques publiques pour attirer le regard du peuple. La réalité d'un pouvoir légal-illégitime s'impose comme obstacle de réussite du pouvoir en place.
-
- **L'enjeu d'extension du pouvoir politique sur l'ensemble du territoire national** : " Je ne suis pas le président de baluba seulement, mais de tous les congolais" disait le Président Félix Tshisekedi. Les réalités ethniques couplées aux reports des élections dans quelques contrées dans l'Est de la RDC, ont pesé pour un pouvoir qui veut étendre son hégémonie sur l'intégrité territoriale. De tels propos justificateurs ont eu des effets dans les esprits de gens pour rappeler finalement ce clivage qui a toujours existé en 2006 entre l'Est-Ouest réclamant Kabila comme président de L'Est et Bemba celui de l'Ouest. Cet enjeu est aussi majeur, quand on le sait bien que je règne sur les uns et non sur les autres. Ses tournées mobilisées uniquement vers cette contrée de l'Est du pays avaient eu pour raisons de chercher à laver la mémoire sur ces antécédents ethniques de nature à balkaniser le pays.
-
- **L'enjeu du changement radical** : Certes, le président Tshisekedi, hérite un pays détruit par ses devanciers, un pays qui enregistre plusieurs problèmes d'infrastructures, de prise en charge sanitaire, d'emploi, de justice, de corruption, hormis les guerres d'agressions qui dévastent l'Est du pays. D'un côté il n'a pas toutes les deux mains pour décider et donner une solution durable dans l'une situation comme dans l'autre. Il semble être bloqué devant

¹⁷Nous le comprenons ici, par cette latitude qu'a l'autorité hiérarchique de nommer ou de révoquer qui il veut dans un poste comme dans un autre. Cette spontanéité intellectuelle à qualifier ainsi, nous est forgée par les écrits des auteurs qui ont eu à ajouter dans le comparatisme un qualificatif à chaque démocratie, pour mieux expliquer la défaillance pratique de l'exercice de la démocratie dans les pays africains. Lire à ce sujet Collier et Levitsky (1997) dans « démocratie avec adjectifs ».

toute décision qui appelle à la réalisation des politiques publiques majeures. La fameuse décision prise pour la gratuité de l'enseignement primaire, a suscité maintes d'analyses quant à la prise en charge effective des enseignants qui attendent voir la régularité de leur salaire, par contre expose l'enseignement des élèves à des grèves généralisées au travers la République.

CONCLUSION

La politique est noble, elle ne doit pas être réduite seulement aux manœuvres frauduleuses d'accession au pouvoir, ni encore moins aux compromissions, tournures péjoratives que revêtent les actions et les comportements des acteurs. Elle a son sens louable lorsque les hommes politiques parviennent- à transposer le besoin de la communauté en solution durable. La politique comme donnée culturelle, ne devrait être sur interprétée à l'occasion des coups bas, violations généralisées, comme mode de vie, ligne de conduite. Bien que certaines réalités politiques soient situées dans des contextes purement différents, les règles du jeu politique sont presque générales et ne permettent pas la substitution d'une vertu à un vice seulement parce qu'on est ou on fait la politique. Les violations constitutionnelles, les assassinats, les coups bas, sont des déviations anormales parfois nécessaires dans la course politique qui ne doivent pas créer une jurisprudence éternelle quoi que beaucoup des dirigeants s'en servent pour se justifier et se référer. L'expérience de la RDC depuis la probable alternance connue en janvier 2019, vacille entre formule et stratégie pour conserver le plus longtemps possible le pouvoir par l'ancien régime, au-delà même des réalités politiquement acceptables pendant que les citoyens gémissent, la démocratie se déconstruit par l'installation à petit feu de l'autoritarisme.

Face à des stratégies paradoxales, les deux camps ne visent que la confiscation du pouvoir le plus longtemps possible, l'ancien régime cherche à revenir aux affaires, le nouveau à s'autonomiser. Les défis pour ce dernier, sont majeurs à la fois multiples pour améliorer, seulement les conditions des vies de la population. Cette divergence des intérêts expose la nation à des luttes perpétuelles ayant le mobile de la retarder vers sa trajectoire du développement. Nous l'appelons une alternance bâclée, certainement pour l'ancien régime, le seul moyen à sauver son apogée était de manager pour la confiscation du pouvoir au-delà des limites prévues, avec un système mis en place qui prend en charge ses intérêts. L'objectif est de faire sortir le pouvoir en place défaillant et incompetent pendant cinq ans de règne sans un bilan positif et convaincant.

BIBLIOGRAPHIE.

OUVRAGES

- [1] Robert Michels, Les partis politiques : Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties, Paris, Flammarion 1971.
- [2] Xavier Crettiez, Patrick Hassemteufel, Jacques de Maillard, Introduction à la Science Politique, 2^{ème} Edition, Armand Collin, 2018.
- [3] -Kent Weaver, The Politics of Blame Avoidance, Journal of Public Policy, Vol 6, 1986
- [4] -David Collier and Steven Levitsky, Democracy with Adjectives : Conceptual Innovation in comparative Research, Cambridge University Press, Vol 49, 2010.

WEBOGRAPHIE ET AUTRES

- [1] Lire sur www.radiookapi.net: Violences à Kinshasa : l'Udps un bilan d'environ 100 morts.
- [2] -Fraternel Amuri Misako, *Machine à voter en RDC, Sésame irréversible du régime en place ?* (Quelques scénarii réalistes d'une alternance improbable. Réflexion du 28 Juin 2018.
- [3] -Fraternel Amuri Misako, Démocratisation en Afrique : Trajectoires et Tendances actuelles, Séminaire de science politique, (inédit) cours polycopié, en L1 Science politique, L'Université de Kisangani 2013-2014.